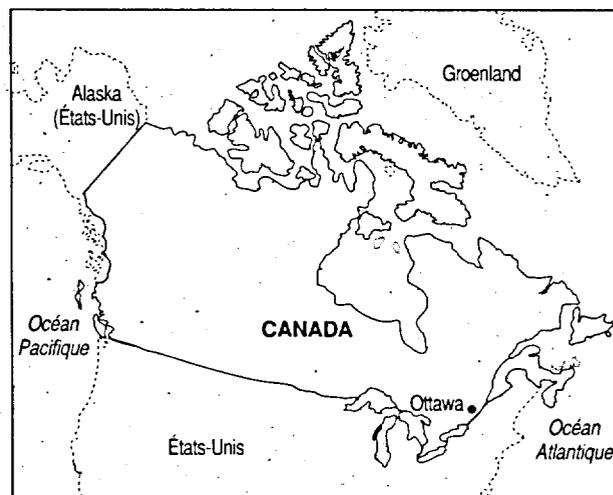


CANADA

Chef de l'État : Sa Majesté la reine Elisabeth II
Chef du gouvernement : Jean Chrétien,
Premier ministre (Parti libéral)
Population : 28 850 000 habitants

Produit intérieur brut (PIB) : 711 milliards de dollars (1993)
Croissance du PIB : 4,3 % (1994)
PIB par habitant : 24 730 dollars (1993)

Taux de chômage : 10,4 % (1994)
Taux d'inflation : 0,2 % (1994)
Exportations en proportion du PIB : 32,5 % (1993)



COMMERCE ET INVESTISSEMENT

L'économie canadienne est de celles qui dépendent le plus des échanges commerciaux avec l'étranger : le Canada doit plus de 30 % de son PIB à ses exportations de biens et de services. Une bonne part de la croissance économique en 1994 a été alimentée par la progression des exportations et des investissements, en hausse de 18,2 et 19,1 %, respectivement. La réussite des exportateurs canadiens sur les marchés étrangers est attribuable à un accroissement marqué de la productivité du travail, un contrôle serré des coûts et la baisse du taux de change du dollar canadien. Le Canada a maintenu sa compétitivité internationale en élargissant ses relations commerciales officielles dans le cadre de regroupements comme l'ALENA et le GATT. Les échanges commerciaux et les investissements du Canada dans les pays en développement de l'Asie et en Amérique latine ont également connu des progrès sensibles. Le Canada offre des conditions attrayantes aux investisseurs : une économie bien développée, une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures matérielles et sociales de très haute qualité et des industries sophistiquées dont les produits sont très recherchés dans les pays en développement (dans les domaines des télécommunications et de l'ingénierie-conseil, par exemple).

Les échanges bilatéraux du Canada avec les autres pays du monde totalisent près d'un milliard de dollars par jour.

RELATIONS BILATÉRALES

Le multilatéralisme (la collaboration avec d'autres pays) est un principe de base de la politique étrangère du Canada. C'est pourquoi il participe aux activités de l'OMC, du G-7, du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, de l'ALENA et de nombre d'autres organismes qui travaillent à harmoniser l'activité économique à l'échelle mondiale. Le Canada est également actif au sein des Nations Unies, de l'Organisation des États américains, du Commonwealth et de la Francophonie. Enfin, il participe aux travaux de l'OTAN et de l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

DOSSIERS COURANTS

Au sein du G-7, c'est actuellement le Canada qui connaît le taux de croissance économique le plus élevé. Dans un rapport publié en décembre 1994, l'OCDE prévoit que la croissance réelle du PIB canadien en 1995 sera de 4,2 %. Le niveau de l'endettement public jette cependant une ombre sur ce tableau optimiste. Le Canada a le coefficient d'endettement (rapport dette/PIB) le plus élevé de tous les pays du G-7. Dans son budget de 1994, le gouvernement a pris des mesures pour abaisser son déficit, notamment en réduisant ses dépenses. Il entend ramener le déficit à 32,7 milliards de dollars en 1994-1995 et à 3 % ou moins du PIB, soit environ 25 milliards de dollars, en 1996-1997. À terme, l'objectif est d'équilibrer le budget et de réduire sensiblement la dette par rapport au PIB. La réduction du déficit est un élément essentiel de la stratégie économique du gouvernement, qui vise à créer des emplois de meilleure qualité et en plus grand nombre grâce à un taux de croissance économique plus élevé.